

L'innovation au service de la croissance et de l'emploi en Europe

Le 3^e European Business Summit (Bruxelles, 11-12 mars 2004)

Gilbert Schorsch



L'European Business Summit (EBS)

C'est en 2000 qu'à l'initiative de la Fédération des Entreprises Belges (FEB) et de l'Union Européenne des Entreprises de l'Industrie et du Commerce (UNICE), les conférences EBS ont été mises en place.

Ces journées – où se rencontrent responsables de la Commission européenne et de l'industrie – visent la concertation sur les objectifs affichés lors de la réunion du Conseil européen de Lisbonne en 2000 : « faire de l'Europe, d'ici 2010, la puissance économique mondiale la plus compétitive ».

Pour la 5^e édition, qui a réuni près de 1 000 participants, les organisateurs avaient retenu comme thème : « **Recherche et innovation : une stratégie européenne pour plus de croissance et d'emploi** ». Avant le renouvellement de la Commission européenne en juin, cette réunion revêtait un intérêt particulier : elle permettait d'évaluer le chemin parcouru en cinq ans. Témoignages et réflexions prospectives se sont succédés pendant deux jours sous forme de conférences et de tables rondes. Occasion pour quelques-uns des principaux **responsables de la Commission** de justifier leur action : Philippe Busquin (promoteur des 3 % de R & D/ PIB d'ici 2010), et Margot Wallström (initiatrice du *Livre Blanc* sur la chimie et la réglementation REACH – *Registration, Evaluation, Autorisation of CHEmicals* – en cours de discussion...). Occasion aussi pour les **chefs d'entreprises** présents de réagir aux initiatives de la Commission et de faire quelques propositions : Daniel Janssen (président du Conseil d'administration de Solvay), Tom McKillop (PDG d'Astra-Zeneca), Jürgen Strube (président du Conseil de surveillance de BASF, mais également président de l'UNICE...).

Mais la conférence ne s'est pas réduite à un simple dialogue Commission/industrie. Confrontés quotidiennement aux problèmes de la croissance et de l'emploi dans leur pays, des **responsables politiques** sont venus apporter une contribution intéressante. Plusieurs d'entre eux ont suggéré des orientations concrètes : Mary Harney (vice-premier ministre de l'Irlande et présidente du Conseil de la compétitivité, car l'Irlande préside durant le 1^{er} semestre 2004 le Conseil européen), Fientje Moerman (ministre de l'Économie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique de Belgique) et son collègue Didier Reynders (ministre des Finances) pour ne donner que quelques noms...

Compétitivité européenne : état des lieux

Il est impossible de rendre compte de toutes les contributions dont ces deux journées ont porté témoignage. Fort judicieusement, les organisateurs avaient retenu de traiter à fond un nombre limité de situations plutôt que d'illustrer superficiellement l'ensemble des problèmes.

Des situations contrastées selon les technologies et les marchés...

Parler de la compétitivité européenne d'une façon générale n'a aucun sens. Il faut aborder la question par marchés et technologies. Quels sont les enseignements de ces journées ?

Les mauvaises nouvelles d'abord...

Commençons par signaler ce qui restera la grande et désagréable surprise pour nombre de participants : **la brutale dégradation de la compétitivité de l'industrie pharmaceutique européenne durant ces douze dernières années**. Dirigeants de grandes entreprises pharmaceutiques européennes (Tom McKillop, PDG d'Astra-Zeneca ; Jean Stéphane, président de GSK Belgique...), de filiales

L'industrie pharmaceutique européenne en 2002.

(D'après la conférence de Tom McKillop, PDG d'Astra Zeneca, source : EFPIA, données 2002).

- **5^e secteur industriel** (3,5 % de l'industrie manufacturière européenne)
- **582 500 d'emplois hautement qualifiés** (dont 91 500 en R & D)
- **19,8 billion € investis en R & D** (environ 20 % de toute la R & D en Europe et un pourcentage supérieur à tous les autres secteurs)
- **Excédent commercial de 40 billion €**
L'Europe reste un exportateur de médicaments. La pharmacie représente la plus grande contribution parmi les industries high-tech de la balance commerciale européenne.

Analyse géographique (pour les principaux marchés) des ventes de nouveaux médicaments entre 1998 et 2002 (source: IMS, 2003)



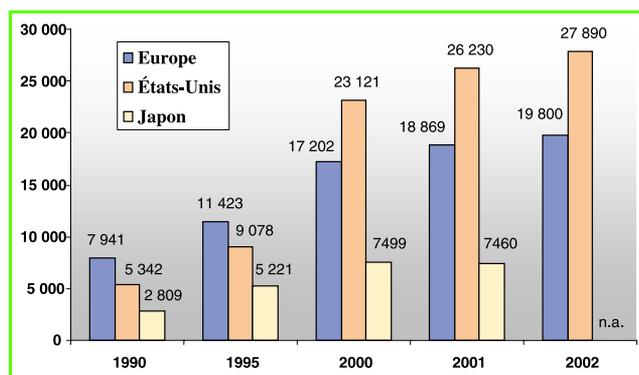
européennes de sociétés américaines (Didier de Chaffoy, vice-président R & D de Johnson & Johnson Europe...), et représentants de l'EFPIA, l'European Federation of Pharmaceutical Industries and Associations (Brian Ager, directeur général de cette fédération) se sont déplacés pour exposer la situation. Quatre chiffres, souvent cités, suffisent pour prendre conscience de la situation et pour la comprendre :

- entre 1990 et 2002, le nombre de molécules actives mises sur le marché par les entreprises européennes est passé de 60 à 20 % ;

- dans le même temps, les budgets de R & D ont été multipliés par 5 aux États-Unis et seulement par 2,5 en Europe !

L'évolution des budgets de R & D entre 1990 et 2002.

(D'après la conférence de Tom McKillop, PDG d'Astra Zeneca).



Le marché et les moyens étant à présent aux États-Unis, les principales entreprises européennes sont en train d'y délocaliser leurs centres de recherche. Dans ce contexte, l'objectif, sur une base française, du rapprochement de Sanofi et d'Aventis, absents du Sommet, n'est-il pas déjà dépassé ?

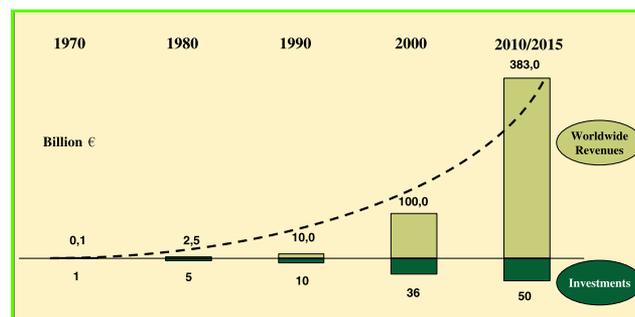
Cette dégradation des positions européennes est d'autant plus inquiétante qu'elle s'accompagne simultanément de **l'incapacité pour l'industrie européenne des biotechnologies de se développer au rythme de sa concurrente américaine**. Il n'y a ni secret ni potion magique. L'investissement américain y est dix fois plus important ! Et encore, l'Europe ne fait de la figuration que grâce à la contribution de l'Angleterre. C'est bien dommage quand on sait que les biotechnologies constituent aussi une compétence de base pour l'innovation dans le domaine de l'agroalimentaire et... la lutte contre le bioterrorisme, comme nous le verrons ci-après.

Au lendemain des attentats de Madrid, la table ronde (prévue de longue date) consacrée aux **problèmes de la sécurité, en matière de défense et de lutte contre le bioterrorisme** a pris une signification et une importance particulières. Le ton des intervenants était à la gravité. Le commissaire européen pour la Justice et la Sécurité intérieure, le Portugais Antonio Vitorino, a d'ailleurs pris la parole dès le début de la session afin de pouvoir partir plus rapidement pour Madrid. A nouveau, les moyens consacrés par les États-Unis à la défense sont supérieurs à ceux de l'ensemble des autres pays de l'OTAN (facteur 2,5 pour les investissements et facteur 5 pour la R & D), comme l'ont montré les interventions de Daniel Deviller (EADS, European Aeronautic Defense and Space Company) et Scott A. Harris (Lockheed Martin). L'adaptation des moyens de surveillance et de défense des espaces demande des **matériaux** de plus

en plus sophistiqués (pour les **systèmes de guidage et de détection des fusées, missiles et autres garde-côtes...**). Certes, l'European Aeronautic Defense and Space Agency coordonne ses actions avec celles de l'OTAN ; mais dans le contexte mondial, ce marché exige que les entreprises européennes (outre EADS déjà citée, BAe Systems, Thalès ou Finmeccanica...) restent compétitives pour espérer concurrencer les américaines.

Évolution des investissements et des recettes du marché mondial des biotechnologies.

(D'après la conférence de Philippe Archinard, chef exécutif d'Innogenetics ; source : BCG-Biotech-Study, BCG Estimate).



La lutte contre le bioterrorisme, autre volet de la sécurité, exige une double action. D'abord la surveillance de la circulation des personnes, c'est-à-dire **la détection de la falsification des visas et des passeports**, pour laquelle le recours à des **biocapteurs/détecteurs** sera de plus en plus fréquent. Ensuite, la mise au point de **remèdes contre les armes « sales »** : des bactéries aux virus, en passant par les gaz asphyxiants et suffocants. Celle-ci s'avère particulièrement délicate puisqu'il s'agit simultanément selon Philippe Kourilsky (directeur général de l'Institut Pasteur) « *d'adapter des vaccins existants à des risques inconnus et trouver de nouveaux vaccins contre des effets biologiques connus* ».

Consolons-nous : qu'il s'agisse des matériaux pour la défense ou de la lutte contre le terrorisme, la chimie et la biochimie apportent une contribution décisive et la transition vers l'industrie chimique.

De bonnes nouvelles ensuite...

Fort heureusement, **l'Europe détient encore le leadership dans un certain nombre de marchés et de technologies**. Parmi celles-ci figure encore **l'industrie chimique** avec un CA mondial 2002 de 1 841 milliards d'euros dont 34 % pour l'Europe et 29 % pour les États-Unis. Pour combien de temps encore, compte tenu de la future réglementation REACH ? Tous les intervenants sans exception ont dénoncé **les méfaits prévisibles de REACH, non seulement pour l'industrie chimique, mais pour l'ensemble de l'industrie**. « *Une maladresse* », selon Luc Vansteenkiste, actuel président de la FEB ; « *une erreur* », selon Daniel Janssen de Solvay, dans son appel à la Commission. Des ajustements se feront pour ne pas pénaliser indûment l'industrie européenne. Compte tenu de cette incertitude, la situation de l'industrie chimique n'a pas été débattue davantage.

L'industrie agroalimentaire par contre, représentée par Jean Martin (Unilever, et président de la Confédération européenne des industries alimentaires et des boissons), a

Le poids de l'industrie agroalimentaire en Europe.

(D'après la conférence de Dominique Taeymans, directeur des affaires réglementaires et scientifiques, Confédération of the Food and Drink Industries of the EU).

- Premier secteur industriel européen (13% de la valeur de la production industrielle, 11% des emplois)
- Production : 626 billion €
- Exportation : 45 billion €
- Un secteur dominé par les PME-PMI
- 3,6 millions d'employés

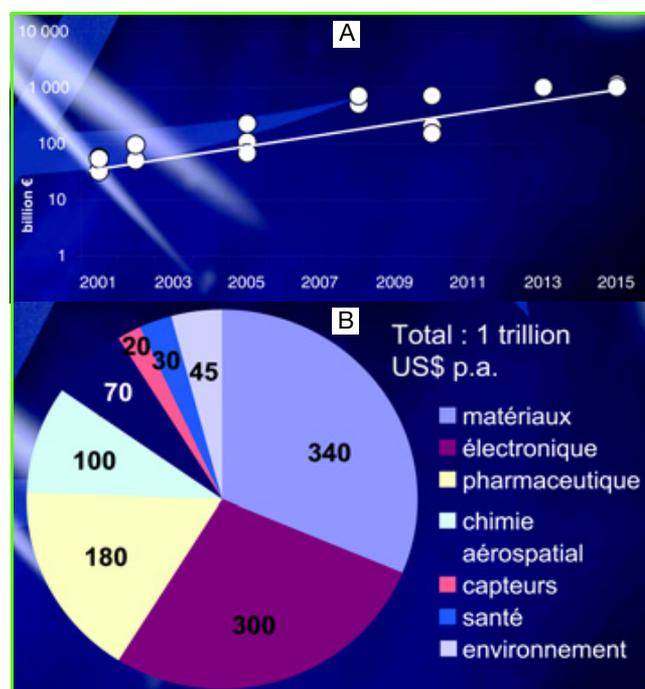


donné lieu à débat dans une table ronde. Pour Christian Patterman, directeur des biotechnologies à la Commission pour l'agriculture et l'industrie agroalimentaire, l'Europe est en mesure de préserver sa position dominante. L'intervention de Pierre Jean Everaet, le PDG d'Interbrew (le brasseur de Stella-Artois), a illustré à point nommé la suprématie de l'Europe. **Interbrew – dont l'effectif est passé de 6 500 à 73 000 en huit ans ! – ne vient-il pas de s'installer dans le fauteuil de leader mondial de la bière après l'acquisition récente du champion national brésilien AmBev ? Il rejoint ainsi le club des leaders mondiaux de**

Le futur marché mondial des nanotechnologies.

A- les chiffres d'affaires (source : DG Research) ; **B-** les domaines d'application dans les 15-20 années à venir, en billion US\$ p.a. (source : Department of foreign Affairs and International Trade, Canada).

(D'après la conférence de Ezio Andreta, directeur des industries technologiques de la Commission européenne).



l'agroalimentaire d'origine européenne, formé entre autres de **Nestlé** (eaux minérales et café...), **Unilever** (glaces et thé...) ou **Danone** (produits laitiers frais...).

Cette industrie devra cependant rester très attentive à la sécurité, et en particulier au risque de **contamination** des aliments, à leur **traçabilité** (« de la fourchette à la ferme ») et, de plus en plus, à leur **contenu nutritionnel**. Il faudra réussir à combiner harmonieusement agriculture traditionnelle, culture organique et biotechnologies, pour gagner la confiance du consommateur. Mais les problèmes ne pourront plus se régler directement entre scientifiques et industriels. Les consommateurs devront être davantage associés aux évolutions des produits et des législations, comme l'a souligné Jim Murray, le directeur de l'Organisation des consommateurs européens.

La session consacrée aux **nanotechnologies** a conclu que si l'Europe veut garder son « leadership » actuel, elle devra rapidement identifier les secteurs d'application pratiques et rentables de ces technologies.

L'innovation : pas uniquement un problème de moyens...

Les exemples ci-dessus ont bien sûr mis en relief le déficit de moyens de l'Europe. Ce n'est pas une réelle nouveauté. Une session spéciale avait été programmée sur le rôle des incitations financières et fiscales avec une question « *lubrifiants ou abrasives pour l'innovation ?* ». Les analyses sont convergentes. **Les difficultés proviennent davantage du manque d'esprit d'entreprise et de vision des dirigeants européens et de l'absence de propositions et de projets intéressants à développer, que du manque de moyens !** Retenons trois sources ou propositions de financement des projets d'innovation :

- D'abord la **Banque d'Investissement Européenne**, alimentée à 50 % par les banques centrales des pays membres, à 30 % par la Commission et à 20 % par des banques privées européennes, **doit jouer le rôle de catalyseur** (Francis Carpenter, directeur du Fond européen d'investissement).

- Une initiative belge ensuite : la **réduction de 50 % des impôts est accordée à 72 établissements scientifiques en Belgique**. Ceux-ci peuvent désormais utiliser ces fonds sans le contrôle de l'État. La mesure sera transposée ultérieurement aux entreprises. Bel exemple de confiance et d'appel à l'implication des responsables (Didier Reynders, ministre des Finances et Fientje Moerman, ministre de l'Industrie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique (intéressant ?) en Belgique).

- Enfin l'exemple polonais, surprenant et un brin provocateur : « *Pour passer du charbon et des patates à la haute technologie, les créateurs d'entreprise polonais investissent leurs économies personnelles, celles de leurs familles et amis, sans attendre subventions ou prêts* » (Henryka Bochniarz, ancienne ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur, et actuelle présidente du patronat privé en Pologne). C'est certainement un bon moyen d'assurer l'utilisation optimale des fonds investis... Est-ce suffisant pour vraiment initier des projets porteurs de croissance significative ?

Les freins culturels à l'innovation

Les intervenants ont souvent fait allusion aux spécificités européennes, à savoir le double divorce. **Divorce d'abord**

entre la population et les scientifiques. « La république n'a pas besoin de savants » reste plus que jamais d'actualité et s'applique à toute l'Europe. La science et les technologies y sont perçues par leurs retombées néfastes. **Absence de dialogue et simple cohabitation ensuite**, plutôt que divorce, **entre scientifiques et industriels** qui ne tirent pas ensemble dans le même sens. Les **inventions**, c'est-à-dire les publications ou les brevets, ne conduisent pas systématiquement à des **innovations**. **Il faut un besoin et un marché pour qu'il y ait innovation, donc emploi et croissance.** Selon une étude d'un institut suisse de St. Gallen, il faut 175 idées ou inventions pour aboutir à un succès ou une réelle innovation. N'insistons pas. Un important travail de conviction reste donc à faire !

Bilan et orientations des actions de la Commission

Saluons le contenu et la franchise des discussions. Dans la séance finale, les industriels à la tribune ont clairement indiqué leur position. « **L'Agenda de Lisbonne** » (voir *L'Act. Chim.*, janvier 2003, p. 26) **reste une bonne initiative**. Il fixe un bon cadre et les moyens nécessaires à l'innovation en Europe. Cependant, trop dépendant des politiques nationales, **les chiffres et les mentalités n'ont malheureusement guère bougé en cinq ans**. Il y a les bons élèves du professeur Busquin (en Europe du Nord), et les mauvais (plutôt au Sud). Il y a bien un problème de mentalité. Davantage de rigueur, de concertation et d'actes dans le Nord. Des messages contradictoires ont aussi été lancés et des erreurs commises (voir REACH ci-dessus)... Bref, les industriels n'ont pas été tendres. Par contre, nous regrettons que les responsables de la Commission n'aient pas profité du face à face pour fustiger le manque de volontarisme de l'industrie en matière de financement de la recherche. Car en examinant de près les chiffres, c'est bien la contribution industrielle qui est souvent défailante.

N'accablons donc pas trop la Commission. Ses budgets de R & D ne représentent que 5 % de l'ensemble des budgets européens de R & D ! Ayons conscience des difficultés techniques, inhérentes au fonctionnement des institutions. Retardés par le vote à la majorité qualifiée, **les processus décisionnels sont trop lents**. « *Est-il normal, que pour transférer un chercheur de bon niveau de France en Italie, il est recommandé de l'envoyer d'abord aux États-Unis ?* » caricature Mary Harney.

Le bilan est donc mitigé. Il est temps de **passer maintenant des paroles aux actes** : « *Nous en parlons, nous concurrents le font* » concluait un orateur.

Pour le 7^e PCRD, actuellement en cours de préparation, et pour donner le bon exemple, **la Commission propose donc carrément un doublement, de 20 à 40 milliards, de ses budgets.**



Mary Harney, vice-premier ministre de l'Irlande, qui préside actuellement le Conseil européen.

Laissons le mot de la fin à **Mary Harney**, l'énergique vice-premier ministre d'Irlande. Elle réclame à la fois pour l'Europe **un changement d'attitude et de perspective**. Elle préconise la **politique des 3T** pour réussir la bataille de l'innovation : **talent**, par l'excellence de la formation ; **technologie**, par une meilleure coopération entre universités et entreprises ; enfin,

tolérance, par une meilleure écoute dans les communautés scientifiques, et entre celles-ci et la société civile. L'Europe aura bien besoin de s'appuyer sur ces 3T pour réussir l'intégration des dix nouveaux pays.

Le renouvellement de la Commission et l'adoption probable de **la prochaine Constitution** devraient permettre de corriger les défauts de jeunesse recensés et de **donner enfin à l'Europe la vision dont elle a manifestement besoin. Il faut, comme le dit Romano Prodi, actuel président de la Commission européenne, réussir « l'union des cerveaux ».**

Commentaires

Les industries traditionnelles ont aussi besoin d'innovation

Une constatation d'abord qui n'est pas ressortie aussi nettement des débats qu'elle aurait dû. La Commission prend progressivement conscience qu'elle a peut-être trop soutenu, par le passé, des projets « *souvent aléatoires et dénués d'objectifs économiques sensés* » dans les nouvelles technologies ou les « high-tech ». La préservation des emplois passe aussi par un **soutien aux industries traditionnelles**. Ce sont les exemples de l'agroalimentaire qui ont le mieux illustré cette nécessité. **Le temps moyen de préparation des repas d'une famille de 4 personnes est passé en 25 ans de 2 heures à moins d'un quart d'heure.** Ce raccourcissement n'a été possible que grâce à des innovations dans la chaîne du froid et les techniques de réchauffage (du micro-ondes au chauffage par induction). De la même manière, Interbrew n'a pu devenir le leader mondial de la bière que grâce à des innovations majeures de ses procédés de filtration et d'emballage. Dans des industries traditionnelles, des gisements d'innovations existent encore (aéronautique, acier, automobile, textile, génie civil, mais aussi industrie chimique...). C'est pourquoi la Commission propose, pour le 7^e PCRD, la mise en place dans ces domaines de **plate-formes technologiques** pour préserver des emplois européens qui risquent sinon de se délocaliser. La mise en place d'une plate-forme chimique est à l'étude.

Quelques exemples d'innovations dans une industrie traditionnelle.

(D'après la conférence de Pierre Jean Everaert, Interbrew).

	INNOVATIONS at INTERBREW AmBev
	<ul style="list-style-type: none"> • Beer filtering using crystals & minerals • Plastic collapsible & stacking crates 24 bottles • Home use dispenser for Draft beer • Refrigerated Car & Pick nick Draft beer dispensers • PET (plastic) bottles world-wide acceptance

Libérons toutes les énergies

Cette réunion a aussi valu par la **diversité des intervenants**. Nous avons été séduits par des intervenants qui traditionnellement n'ont pas beaucoup voix au chapitre. Comme vous l'aurez remarqué, **les femmes** – de *Mary*

Quelques phrases « choc » sur la formation, entendues à l'EBS

« L'évaluation des étudiants privilégie trop la conformité aux attentes de l'enseignant au détriment de la formation de leur esprit critique ».

« La formation des docteurs n'est pas adaptée. Il n'y a pas assez de « carrières » pour eux dans les universités et ils n'ont pas du tout les compétences requises pour travailler directement en entreprise ».

« Les collaborations entre les universités et les entreprises manquent de cohérence et d'efficacité ».

« Les dépôts de brevet sont difficiles et les discussions sur le brevet européen tardent à se concrétiser ».

Harney à Fientje Moerman, en passant par Henricka Bochniarz – ont eu des interventions percutantes et originales. Journée de la femme du 8 mars oblige ? De la même manière, si les grands pays fondateurs de l'Europe ou les grandes entreprises brillaient par leur absence, des **pays plus petits ou moins influents** (Irlande, Finlande, Pologne...), ou des **représentants de start-up** dans les nano- ou les biotechnologies (belges, irlandaises...) ont apporté des contributions originales, sans pratiquer la langue de bois. Un jeune entrepreneur n'a pas craint de mettre en cause l'absence de capacités « managériales » et de vision de beaucoup de dirigeants industriels en Europe ! Il n'a pas été contredit par la salle... Une recommandation donc : **que l'Europe puisse profiter pleinement de cette diversité !**

Lueurs d'espoir en guise de conclusion

Cette discussion tripartite **Commission/élus politiques/monde industriel** s'est révélée particulièrement riche. Elle a permis d'illustrer les divers aspects du problème de la croissance et de l'emploi. Elle a sensibilisé les participants aux **difficultés et marges de manœuvre étroites** que rencontrent les politiques **pour concilier le souhaitable** (les propositions émises de la Commission) **avec le réalisable** (les actions des entreprises).

Suivre des conférences mettant en exergue les faiblesses de l'Europe s'avère plutôt décourageant. Concluons donc par deux messages d'optimisme.

Le premier a été délivré lors de la conférence par Erkki Liikanen, le Commissaire de la DG Entreprise et Société de l'Information. A la fin d'une de ses récentes interventions aux États-Unis, où il présentait les handicaps de l'Europe vis-à-vis des États-Unis, un célèbre économiste l'a approché et lui a recommandé de ne pas trop se complaire dans ce type de comparaison. « *Dans les années 70, la comparaison États-Unis/Japon tournait invariablement à l'avantage du Japon ! On sait ce qu'il est advenu par la suite* » lui glissa-t-il à l'oreille, en lui recommandant donc d'avoir davantage confiance dans les capacités de l'Europe. Les événements ont donné tort à toutes ces prévisions désastreuses.

J'ai trouvé le 2^e signe d'espoir dans l'article que je lisais dans le Thalys, au retour de Bruxelles, dans *Chemical & Engineering News* du 23 février (p. 27-34). Il relate l'expérience zurichoise où l'Université et l'École polytechnique fédérale ont réussi, depuis quelques années, à attirer des enseignants américains, ou européens en poste aux États-Unis. La recette ? Des moyens, c'est-à-dire des budgets de fonctionnement, des laboratoires de pointe, pour des recherches en collaboration avec l'industrie locale, dans une saine ambiance d'émulation. La situation n'est donc pas aussi désespérée. L'exemple de Zürich vient à propos pour nous en convaincre !



Gilbert Schorsch

est membre du Comité de rédaction de *L'Actualité Chimique*, en charge de la rubrique Industrie.

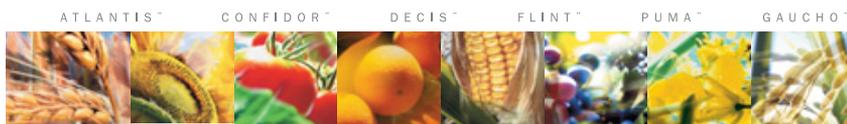
* 250 rue Saint-Jacques, 75005 Paris.
Courriel : CGSchorsch@aol.com

Bayer CropScience: a new world leader in crop solutions



Your partner for growth

www.bayercropscience.com



Bayer CropScience